

RCS : MELUN
Code greffe : 7702

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MELUN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 01611
Numéro SIREN : 797 740 610
Nom ou dénomination : CCD AVENIR

Ce dépôt a été enregistré le 06/03/2023 sous le numéro de dépôt 1648

1648

Jean-Philippe HOREN

Expert-Comptable Diplômé *Commissaire aux Comptes*
Inscrit au Tableau de l'Ordre de Paris *Membre de la Compagnie de Paris*
30 avenue du Petit Parc – 94300 Vincennes

TEL: 01 44 93 00 00 - FAX: 01 43 72 41 52

SAS CCD AVENIR

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €

11 Avenue Pierre Point
77127 LIEUSAINT

797 740 610 RCS MELUN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021



Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société CCD AVENIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2021 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Exercice clos le 31 décembre 2021

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications Spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

J'atteste de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, je me suis assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut

Exercice clos le 31 décembre 2021

raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Vincennes, le 15 octobre 2022

Le Commissaire aux Comptes



Jean-Philippe HOREN

Etats financiers au 31/12/2021

Bilan et compte de résultat

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	83 959	33 133	50 826	67 851
	Immobilisations en cours	15 515		15 515	
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	81 140		81 140	81 140	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	10 578		10 578	4 871	
	TOTAL (II)	191 192	33 133	158 059	153 862
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés	476 155		476 155	511 980	
Autres créances	1 603 577		1 603 577	1 944 840	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	361 032		361 032	5 245	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	8 671		8 671	6 355
	TOTAL (III)	2 449 436		2 449 436	2 468 419
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 640 628	33 133	2 607 495	2 622 281

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

		31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	200 000	150 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(111 022)	(70 938)
	Résultat de l'exercice	41 527	(40 084)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	130 506	38 978
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	26 007	124 124
	Autres emprunts obligataires	857 400	1 233 700
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	47 929	69 274
	Emprunts et dettes financières divers (3)	1 405 967	951 505
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 617	49 298
	Dettes fiscales et sociales	103 108	90 500
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 900	64 840
	Autres dettes	62	62
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	2 476 989	2 583 303
Ecarts de conversion passif			
	TOTAL PASSIF	2 607 495	2 622 281
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	41 527,48	(40 083,92)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1 971 218	1 971 218	1 177 550
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
(3) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	4 770		4 770	
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	105 399		105 399	159 622
	Montant net du chiffre d'affaires	110 170		110 170	159 622
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits			2	
Total des produits d'exploitation (1)				110 171	159 622
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			80 387	106 792
	Impôts, taxes et versements assimilés			2 370	4 731
	Salaires et traitements			53 555	21 630
	Charges sociales du personnel			19 543	8 046
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			18 666	9 101
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			2 207	1 390
Total des charges d'exploitation (2)				176 729	151 690
RESULTAT D'EXPLOITATION				(66 557)	7 932

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

RESULTAT D'EXPLOITATION		(66 557)	7 932
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	100 000 120 918	77 787
	Total des produits financiers	220 918	77 787
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	112 908	125 750
	Total des charges financières	112 908	125 750
	RESULTAT FINANCIER	108 010	(47 963)
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	41 452	(40 031)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	75	
	Total des produits exceptionnels	75	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		53
	Total des charges exceptionnelles		53
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	75	(53)
	PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		
	TOTAL DES PRODUITS	331 164	237 409
	TOTAL DES CHARGES	289 637	277 493
	RESULTAT DE L'EXERCICE	41 527	(40 084)
	(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs (3) dont produits concernant les entreprises liées (4) dont intérêts concernant les entreprises liées	75	

Etats financiers au 31/12/2021

Annexe

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 607 495** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **331 164** euros et un total **charges** de **289 637** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **41 527** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

La société CCD AVENIR détient des participations dans différentes Sociétés Civiles de Construction Vente (SCCV).

La méthode de comptabilisation des produits retenue est celle dite de l'achèvement. La marge globale de l'opération, et donc la quote-part de résultat revenant à la société CCD AVENIR, n'est appréhendée qu'au dénouement de l'opération.

Les différentes opérations de promotion immobilière n'étant pas terminées, et compte tenu du schéma de comptabilisation appliqué, les comptes de la société CCD AVENIR ne prennent pas en compte les quotes-parts de résultat de chaque opération.

Néanmoins, compte tenu des résultats prévisionnels calculés, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à la date d'établissement des comptes annuels.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres						
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	9 265					9 265
Matériel de transport	57 485					57 485
Matériel de bureau, mobilier	15 567		1 641			17 209
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours			15 515			15 515
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	82 318		17 156			99 474
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	81 140		59 940		59 940	81 140
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	4 871		5 707			10 578
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	86 011		65 647		59 940	91 718
TOTAL	168 329		82 803		59 940	191 192

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	3 457	1 093		4 549
	Matériel de transport	2 491	11 497		13 988
	Matériel de bureau, mobilier	8 519	6 077		14 595
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 467	18 666		33 133
TOTAL		14 467	18 666		33 133

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres inmo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					

Dont dotations et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	10 578		10 578
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	476 155	476 155	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	51	51	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	5 389	5 389	
	Taxes sur la valeur ajoutée	5 220	5 220	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	1 567 415	1 567 415	
	Débiteurs divers	25 502	25 502	
	Charges constatées d'avances	8 671	8 671	
TOTAL DES CREANCES	2 098 982	2 088 403	10 578	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		1 357 415		

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	26 007	26 007		
	Autres emprunts obligataires (1)	857 400	377 500	479 900	
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	47 929	22 058	25 871	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	31 617	31 617		
	Personnel et comptes rattachés	1 742	1 742		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 978	4 978		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	95 804	95 804		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	584	584		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 900	4 900		
	Groupe et associés (2)	1 405 967	1 405 967		
	Autres dettes	62	62		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES	2 476 989	1 971 218	505 771		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		479 900			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		877 545			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		1 405 967			

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Produits à recevoir		458 952
Autres créances clients <i>CLIENTS FACT. A ETABLIR</i>	201 020	201 020
Autres créances <i>CCA SCCV PATTON 2</i>	257 932	257 932

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		48 610
Emprunts obligataires convertibles		26 007
<i>INTERETS COURUS E.O.</i>	<i>26 007</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		19 334
<i>FOURNISSEURS FNP</i>	<i>19 334</i>	
Dettes fiscales et sociales		3 270
<i>CONGES PAYES DROITS ACQUIS</i>	<i>1 742</i>	
<i>CH. SOC. S/CP DTS ACQUIS</i>	<i>578</i>	
<i>AUTRES CH. SOC. A PAYER</i>	<i>806</i>	
<i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	<i>143</i>	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	31/12/2021	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		8 671	
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		8 671	

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES				
Du capital social début exercice		15 000,00	10,0000	150 000,00
Emises pendant l'exercice		5 000,00	10,0000	50 000,00
Remboursées pendant l'exercice				
Du capital social fin d'exercice		20 000,00	10,0000	200 000,00

L'assemblée générale extraordinaire des associés du 21 décembre 2021 a décidé une augmentation du capital social de 50.000 euros, pour le porter de 150.000 euros à 200.000 euros, par l'émission de 5.000 actions nouvelles de 10 euros.

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

SARL DM IMMO	29 858	100,00	2 517
SCCV CCD 1	(84 609)	99,00	(508)
SCCV RESIDENCE ESTELLE	(363 951)	95,00	(137 674)
SCCV RESIDENCE DU PARC	(668 683)	99,00	(120 220)
SCCV SYMBIOZ	(71 555)	98,00	501 809
SCCV PATTON 2	(286 123)	99,00	(254 148)
SCI 8 PLACE ANDRE LEVY	7 790	99,90	(51 765)

2. Participations (10 à 50 %)

SCCV LES JARDINS DE DAMMARTIN EN GOELE	22 849	30,00	21 849
--	--------	-------	--------

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

CCD AVENIR

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 euros
Siège social : 11, avenue Pierre Point
77127 LIEUSAIN
797 740 610 RCS MELUN
la « Société »

=====

TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DE RESULTAT
SOUMISE ET ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
EN DATE DU 15 OCTOBRE 2022 A 14H

=====

.../...

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 41.527 euros, au compte « Report à nouveau » dont le solde inscrit dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour un montant de (111.022) euros serait, du fait de cette affectation, ramené à un solde débiteur de 69.495 euros.

L'assemblée générale,

prend acte de ce qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices sociaux.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.../...

Pour extrait certifié conforme.

Dominique MOCQUAX
Président

